paraît constituer suffisamment l'avantage défendu par la loi en présence d'enfants d'un autre lit. Mais ne l'oublions pas, l'édit des secondes noccs disposait que les femmes veuves ayant enfants, si elles passaient en secondes noccs, ne pouvaient en quelque façon que ce soit donner à leurs nouveaux maris plus qu'à un de leurs enfants (article 279 de la coutume de Paris), et l'article 1327 du Code Napoléon dit que toute convention qui tendrait dans ses effets à donner à l'un des époux au-delà de la portion réglée par l'article 1098 sera sans effet.

Dans la cause soumise en ce moment à l'appréciation de la Cour, les époux stipulent formellement l'inégalité des apports. N'est-ce pas dans le but évident de conférer un avantage à celui qui est le moins riche? La femme possède tout et met tout dans la société, son fonds de commerce, son matériel, ses ustensiles, son mobilier et la jouissance de son immeuble. Le mari ne met pour ainsi dire que son industrie, et cependant il aura droit à la moitié des bénéfices! Si l'immeuble est augmenté, la moitié de la plus-value lui appartiendra. Ajoutons à cela la liquidation de 1842, qui confère si grands avantages à Pomier, et l'obligation de 20,000 francs de 1853, et demandons-nous si tout cela est permis, et ce que devient alors les prévisions de la loi, la protection due aux enfants d'un autre lit, les mesures prises contre les faiblesses et les entraînements de la femme, ce que deviennent aussi l'édit des secondes noccs et l'article 1327 du Code Napoléon?

Maintenant, Pomier a-t-il droit à une indemnité? Ce que la loi défend, c'est l'avantage indirect, c'est ce qui excède ce qui est permis. Mais elle défend aux réservataires, comme à tous, de s'enrichir aux dépens d'autrui. Or, voilà Pomier arrivé à soixante-sept ans, il ne peut recommencer sa carrière; il a donné à la chose, qu'il considérait comme sienne, tous ses soins, sa jeunesse, son industrie, et on lui dit: « Retirez vos apports. » Mais, de bonne foi, il a apporté autre chose que ses économies sans doute; il a apporté près de quarante ans de collaboration; faisons-en un préposé, et comptons ce qui lui est dû pour ses gages. On ne lui reproche pas la dissipation, l'absence d'économie, sans doute. Nous ne nous sentons pas le courage d'être conséquents à la manière des héritiers de la dame Pomier, c'est-à-dire jusqu'à la spoliation et à l'inhumanité, et nous concluons à la confirmation du jugement sur les deux appels.

La Cour a rendu son arrêt dans ces termes :

« La Cour, « En ce qui touche la société contractée entre Pomier et la veuve Morel le 20 février 1823, la liquidation des 14 et 17 mai 1842 et l'obligation du 7 novembre 1853;

« Considérant que les époux Pomier, après s'être soumis volontairement au régime de la séparation de biens, par acte du 20 février 1823 devant Lovet, notaire à Belleville, ont le même jour, par un acte séparé et avant la célébration du mariage, formé devant le même notaire une société dite commerciale en nom collectif sous la raison sociale: Pomier, veuve Morel et C^e, pour l'exploitation d'un fonds de marchand de vins-traiteur, appartenant à la femme Pomier, et établi dans un immeuble dont elle était propriétaire;

« Que s'il est vrai que les dispositions des articles 1393 et suivants du Code Napoléon sur l'immutabilité des conventions matrimoniales sont sans application à cette société mentionnée dans ces conventions, et formée avant la célébration du mariage, il est constant que ladite société est une dérogation aux droits résultant de la puissance maritale sur la personne de la femme, ou qui appartenait au mari comme chef de l'union conjugale; que conférant, en effet, aux deux associés une égalité de droits et de pouvoirs, elle est incompatible avec les droits et les pouvoirs du mari; que les conflits d'intérêts que peut faire naître la société sont inconciliables avec les droits et les devoirs respectifs des époux;

« Que vainement on invoque le droit qu'a la femme de contracter une société avec des tiers; qu'une société de cette nature pour un commerce distinct et séparé de celui du mari n'offre ni les dangers ni les inconvénients qui peuvent résulter de sa concomitance avec l'association conjugale; que la femme n'y est pas exposée à se trouver en opposition avec son mari, ni à user avec lui de l'indépendance qui doit résulter pour elle de la société contractée avec un tiers; qu'ainsi, sous ce premier rapport, la société dont s'agit est nulle comme contraire aux dispositions de la loi;

« Considérant que la société formée par les époux Pomier est encore nulle comme étant en réalité, d'après ses conditions et surtout d'après ses conséquences, une société universelle de gains interdite par l'article 1840 du Code Napoléon entre personnes incapables de s'avantager indirectement au préjudice des enfants d'un premier lit; qu'en effet la veuve Morel, âgée de quarante-neuf ans, mère de quatre enfants, a convolé à de secondes noccs en 1823 avec Pomier, âgé de vingt-huit ans, qui depuis 1821 vivait en état de domesticité chez elle, et qui ne pouvait avoir d'autres ressources que de modiques économies réalisées sur ses gages, tandis que la veuve Morel, au contraire, propriétaire d'un vaste immeuble et à la tête de son établissement, jouissait d'une certaine aisance; que néanmoins il a été stipulé dans le pacte social un partage égal des bénéfices, et que, d'après l'acte de liquidation, ces bénéfices se sont élevés, par la part de Pomier, à 63,468 fr.;

« Qu'on excipe vainement des stipulations de l'acte de société qui réservent certains meubles à l'usage personnel des époux, l'exception ne portant que sur des objets de peu de valeur, qui ne produisaient d'autres fruits que l'usage, et la société comprenant tout ce qui était utile et produit dans la fortune de la veuve Morel, fors la propriété de son immeuble, et livrant au mari, comme associé, l'administration et la jouissance que la femme devait retirer en vertu de la séparation contractuelle, en conformité des articles 1336 et 1337 du Code Napoléon;

« Considérant enfin que les avantages qu'une femme veuve avec enfants d'un premier lit, qui convole à de secondes noccs, peut faire à son second époux, ont été expressément déterminés et limités par les articles 1098 et 1099 du Code Napoléon; que le rattachement de tout ce qui tend soit directement soit indirectement à excéder ces avantages est prescrit d'une manière positive; que Pomier, donataire par le contrat de mariage du quart de la succession de sa femme qui, à son décès, n'a laissé de son premier lit que deux enfants ou leurs représentants, ne pouvait recevoir aucun avantage excédant ce quart; que les époux, pour se soustraire aux prohibitions de la loi, ont, le jour même du contrat de mariage, substitué à la séparation de biens une association, dans le but d'avantager le mari par le partage des bénéfices qui pourraient résulter des choses mises en commun; que la sanction de ce partage serait une violation d'autant plus manifeste de la loi que la femme était propriétaire de la presque totalité des mises sociales, et qu'il est impossible d'admettre que ce qui est prohibé devienne permis en déguisant sous les qualités d'associés celles de donateur et de donataire;

« Considérant que l'acte passé devant Gozzoli, notaire, le 7 novembre 1853, enregistré, contenant obligation par la femme Pomier envers son mari d'une somme de 20,000 francs provenant des mêmes causes doit être annulé par les mêmes motifs;

« En ce qui touche l'appel incident, « Considérant, à l'égard de l'indemnité de 25,000 fr. allouée à Pomier, que les époux ont stipulé dans leur contrat de mariage qu'ils seraient séparés de biens; qu'il y a été constaté que l'établissement de marchand de vins-traiteur et l'immeuble dans lequel il s'exploitait appartenait en propre à la femme Pomier, ainsi que les meubles et ustensiles servant à son exploitation, et lui restaient propres; que Pomier, en acceptant le régime de la séparation et la donation d'une part d'enfant, n'a pu ni ignorer qu'il n'aurait droit à aucune rétribution ou indemnité à raison du concours qu'il pourrait prêter à l'exploitation du fonds appartenant exclusivement à sa femme, et qu'il ne pourrait que jouir de l'aisance qu'apporterait dans le ménage l'exploitation de cet établissement, la loi disposant en termes exprès que les avantages faits au second mari ne doivent dans aucun cas excéder le quart des biens de sa femme; que les premiers juges ont donc méconnu les conventions matrimoniales et les dispositions restrictives des articles précités, en allouant sur les biens de la succession de la femme Pomier, en sus de la donation qui avait été faite de 25,000 fr. à son mari, la quotité disponible, une indemnité de 25,000 fr. et le supplément, qui, d'après les documents du procès et le supplément d'inventaire, aurait d'autant moins de titres à cette rémunération, que, pendant la durée du mariage, il aurait plus abusé comme mari ou comme associé de sa double situation auprès de sa femme pour s'enrichir aux dépens de la réserve légale des enfants du premier lit;

« Infirme, en ce qu'il a été alloué à Pomier 25,000 fr. d'indemnité; « Dit qu'il n'y a lieu d'allouer aucune indemnité à Pomier à raison de l'exploitation de l'établissement propre à sa femme; « Le jugement au résidu sortissant effet; « Ordonne la restitution de l'amende d'appel incident; « Condamne Pomier en l'amende de son appel et en tous les dépens des deux appels.»

JUSTICE CRIMINELLE

TRIBUNAL CIVIL DE LYON (ch. correct.).

Présidence de M. Verne de Bachelard.

Audience du 9 mars.

EXERCICE ILLÉGAL DE LA MÉDECINE. — UNE MAGNÉTISEUSE ET UN DOCTEUR. — COMPLIÉ.

Une somnambule qui fait signer par un docteur-médecin ou un officier de santé les ordonnances qu'elle dicte elle-même n'en commet pas moins une infraction à la loi de nivôse an XI.

Mais le fait par le docteur ou l'officier de santé d'avoir ainsi régulièrement prêté son assistance à une magnétiseuse de profession ne peut entraîner la déclaration de complicité contre lui, l'exercice illégal de la médecine constituant une contravention et non pas un délit, et la complicité n'étant d'ailleurs possible que vis-à-vis d'un délit et non point d'une contravention.

Les décisions que nous venons d'analyser ont un intérêt facile à comprendre dans un moment où il se fait une véritable et utile croisade contre les magnétiseurs et somnambules, les jongleurs, les devineresses et autres mystificateurs, non pas tant au nom de la science médicale officiellement pourvue de diplômes, qu'au nom du bon sens et de la protection due au public contre les fausses promesses du charlatanisme. Voici les faits à la suite desquels elles sont intervenues: Les deux prévenus, la femme Bernet-Joly et le docteur Murat, comparaissent devant le Tribunal correctionnel, la première, sous la prévention d'exercice illégal de la médecine; le second, comme complice des faits reprochés à la femme Bernet.

Divers témoins assignés sont entendus, et parmi ceux-là nous remarquons le sieur Piod, qui, après avoir prêté serment, déclare: Depuis longtemps, j'étais tourmenté d'une faiblesse de reins qui me faisait souffrir; on me conseilla de consulter un médecin, mais je n'en trouvai pas sans la rencontrer, mais une dernière fois je fus admis; il était une heure de l'après-midi, et à ce moment M^{me} Bernet se plaça sur un fauteuil; M. Murat, le médecin, la magnétisa, et alors elle dicta sa consultation; seulement elle n'oublia qu'une seule chose, c'est d'indiquer le siège du mal dont je souffrais. Je me rappelle qu'elle m'ordonna de me fermer les pieds, pendant vingt-quatre heures, dans le ventre d'un lapin que l'on ouvrirait devant moi. Le sieur Murat a signé, sans contrôle, cette ordonnance.

Deuxième témoin. — La veuve Polo, demeurant à Lyon, déclare: Je souffrais des suites d'une fracture de bras mal guérie, et j'allai, d'après le conseil qui me fut donné, consulter M^{me} Bernet. J'y fus le 20 novembre pour la première fois; j'y retournai à diverses reprises, et notamment en janvier dernier, époque à laquelle, je m'en souviens fort bien, M^{me} Bernet fut endormie par son mari, à qui elle dicta sa consultation. Le mari passa dans une autre pièce, dans laquelle se trouvait M. Murat, et après la lui avoir fait signer de confiance, me la rapporta revêtu de la signature de ce docteur.

Troisième témoin. — Julie Hautemanière, dépose ainsi: J'ai consulté M^{me} Bernet d'abord pour moi, puis, comme il me semblait que je n'avais pas lieu d'en être mécontente, je la prévins qu'un jour je lui amènerais mon amie, M^{me} Bordet, de Villefranche, qui avait aussi à l'interroger sur sa maladie. Mais au jour indiqué, M^{me} Bordet se trouva empêchée, et je portai à la femme Bernet-Joly une boucle de cheveux de M^{me} Bordet, et la somnambule, endormie, me donna sur mon amie des détails vraiment surprenants. Ils étaient, pour la plus grande partie, exacts, et elle termina sa consultation en ordonnant pour la malade une application de pigeons écartelés vifs. M. Murat contresigna, sans observation, cette ordonnance.

À la suite de l'audition de ces divers témoins, M. Verne de Bachelard, faisant fonctions de président, interroge les prévenus, qui, sans nier les faits qui sont rapportés, les présentent d'une façon plus favorable à leur système; ainsi ils prétendent que toutes les dépositions sont erronées ou malveillantes, en ce que le docteur Murat, bien loin de signer de confiance les ordonnances de la femme Bernet, les contrôlait par l'examen du malade ou de la malade.

Le Tribunal, après avoir entendu M. Janson, substitut du procureur impérial, en son réquisitoire, M^e Rougier, pour l'association des médecins du Rhône, qui se portait partie civile, M^e de Peyronny pour la femme Bernet et M^e Joly pour Murat, a rendu le jugement suivant:

« Attendu qu'il est constant que depuis moins de trois années un certain nombre de personnes se sont adressées à la dame Bernet et ont reçu chez elle, moyennant la somme de 10 fr. pour consultation, des ordonnances signées par Murat, qui a le titre de docteur-médecin, et qu'il s'agit de rechercher dans quelles circonstances ces ordonnances ont été délivrées;

« Attendu qu'aux termes de l'article 35 de la loi de ventose an XI, nul ne pouvant pratiquer l'art de guérir s'il n'est muni d'un diplôme de santé, le Tribunal doit examiner, d'après les faits de la cause, si ces ordonnances sont l'œuvre unique, directe de la femme Bernet, qui, comme le prétend la prévention, ne se ferait assister du docteur Murat que pour obtenir une signature donnée sans aucun contrôle et pour se mettre ainsi à l'abri des poursuites, au besoin; si elle est l'œuvre du docteur Murat, qui, comme le prétend la défense, se servirait du sommeil magnétique de la femme Bernet pour avoir d'une manière plus certaine le diagnostic des maladies soumises à son examen, puis ordonnerait lui-même, une fois ce diagnostic connu, les prescriptions médicales d'après les règles de l'art;

« Attendu que, pour faire cette distinction, le Tribunal doit puiser les éléments de sa conviction dans l'instruction et les débats de l'audience, et examiner, par conséquent, les dépositions des témoins qui ont été entendus;

« 1^o Attendu que la veuve Polo a déclaré que, s'étant présentée chez la femme Bernet, cette dernière avait été endormie par son mari; qu'elle lui avait dicté une ordonnance, laquelle ordonnance avait été soumise à la signature de Murat, qui se trouvait dans une autre pièce de l'appartement; que Murat ne l'avait pas même vue, et que, par conséquent, il n'avait exercé ni contrôle ni examen;

« 2^o Attendu que Pin a affirmé à l'audience que l'ordonnance qui lui a été délivrée a été dictée d'un bout à l'autre à Murat, qui l'a écrite et signée sans faire la moindre observation, et sans se donner la peine de contrôler ni le diagnostic porté par la somnambule, ni même le plus ou moins d'opportunité des remèdes ordonnés;

« 3^o Attendu que la D^{lle} Hautemanière a reçu deux consultations de la dame Bernet: une première pour son propre compte, il y a quelques années, en l'absence de Murat, qui n'a pu dès lors que mettre au bas de l'ordonnance une signature de complaisance; une seconde, plus récemment, pour le compte de la dame Boudet, de Villefranche; que cette dernière consultation a été rendue sur le vu d'une meche de cheveux; que c'est en touchant cet objet que la somnambule a prononcé sur la maladie et a indiqué sa prescription; que Murat, qui était présent et a signé l'ordonnance, n'a pu, en l'absence de la malade, se livrer à aucun examen, à aucun contrôle, et que, dès lors, dans cette circonstance comme dans les autres, il n'a pas agi comme médecin, mais s'est borné à remplir aveuglément et sans examen possible le rôle d'un complaisant salarié;

« Attendu dès lors que le Tribunal a la preuve que c'est la femme Bernet seule qui s'est livrée à la pratique de la médecine, et qu'elle ne peut se mettre à l'abri derrière une signature de médecin donnée dans les circonstances qui viennent d'être dites et ne présentant aucune garantie;

« Et que, par conséquent, elle a commis une infraction aux dispositions de l'art. 35 de la loi de ventose;

« En ce qui concerne Murat: « Attendu qu'il est constant, qu'oubliant le respect qu'il doit au titre qu'il porte, il a aidé et assisté la femme Bernet, en signant sans contrôle ni vérification des ordonnances qu'il n'avait pas rendues, et qu'il s'agit d'examiner si le fait qu'il a commis constitue une complicité légale;

« Attendu qu'aux termes des art. 59 et 60 du Code pénal, il ne peut y avoir complicité qu'autant qu'il y a un délit, et qu'il s'agit d'examiner si l'exercice illégal de la médecine sans usurpation de titre constitue un délit ou une simple contravention;

« Attendu, il est vrai, que le texte de la loi de ventose qualifie cette infraction de délit, mais que cette loi est antérieure au Code pénal, qui, dans son art. 1^{er}, édicte d'une manière générale que la contravention est l'infraction que les lois punissent des peines de police;

« Attendu, enfin, que la jurisprudence de la Cour de cassation, ainsi que celle des Cours impériales, qui a longtemps varié sur ce point, paraît être fixée, par l'arrêt du 30 avril 1838, rendu, toutes chambres réunies, par laquelle la Cour suprême range l'infraction, objet du procès, dans la classe des contraventions;

« Attendu, en conséquence, que les faits établis contre Murat constituent, de sa part, l'oubli le plus complet des devoirs de sa profession, et un abandon regrettable de la dignité que le titre honorable de docteur en médecine devait lui faire conserver, mais qu'aux termes de la loi ils ne constituent pas une complicité punissable;

« Par ces motifs, « Le Tribunal dit que le fait reproché à Murat ne constitue ni un délit ni une contravention, et le renvoie d'instance; « Déclare la femme Bernet convaincue d'avoir, depuis moins de trois ans, exercé illégalement la médecine, et lui faisant application de l'art. 35 de la loi du 21 ventose;

« La condamne à 15 fr. d'amende;

« Statuant sur la demande de la partie civile, reçoit l'association des médecins du Rhône partie civile aux débats;

« Et attendu qu'elle a éprouvé un préjudice, que le Tribunal a les éléments nécessaires pour apprécier;

« Condamne la femme Bernet à lui payer, à titre de dommages-intérêts, la somme de 2,000 fr.;

1^{er} CONSEIL DE GUERRE DE PARIS.

Présidence de M. Ressayre, colonel du 7^e régiment de dragons.

ACCUSATION DE VOL AVEC EFFRACTION.

Dans la soirée du 13 décembre dernier, le caporal Delpuy se trouvait à la cantine tenue par le sieur Joulia, du 71^e régiment d'infanterie de ligne, en compagnie de deux autres caporaux, Grincourt et Lauthier. Ceux-ci jouaient aux cartes la consommation faite, tandis que Delpuy restait spectateur marquant les points des deux partenaires. Cependant il arriva plusieurs fois que Delpuy quitta la table pour quelques instants; ce caporal venait de s'absenter une dernière fois, lorsqu'on entendit le cri: « Au voleur! » sortir d'une pièce voisine de la cantine, pièce dans laquelle le cantinier Joulia et sa femme ont coutume de déposer leurs provisions, ainsi que leurs effets d'habillement. Aussitôt la femme Joulia quitta son comptoir, et apportant une lumière, elle vit le sieur Jaquot, garçon de cantine, se tenant sur la porte entrouverte et criant de nouveau au voleur. L'individu qui motifait ces cris était le caporal Delpuy. La femme Joulia lui demanda vivement ce qu'il venait faire dans cette chambre. « Je venais chercher des pommes », répondit le caporal. — Non, ce n'est pas des pommes que vous voulez, reprit le garçon de cantine, je vous ai entendu gratter et soulever la malle des cantiniers; vous voulez prendre quelque chose là-dedans. » Pendant que ces explications avaient lieu, Delpuy prit la fuite et monta rapidement dans le dortoir où il couche, sans rien dire à ses deux camarades qui continuèrent leur partie de cartes.

La femme Joulia et le garçon Jaquot ayant inspecté les lieux et notamment la malle, crurent reconnaître des traces d'effraction à l'une des charnières. Le cantinier Joulia étant venu rejoindre sa femme, on se livra à un examen p^us attentif; la malle fut ouverte, et l'on trouva en dedans un éclat de bois que l'on pensa s'être détaché du couvercle par les efforts qui auraient été faits pour le soulever une fois la charnière brisée.

Les époux Joulia ayant compté leur argent, trouvèrent que la somme de 2,000 fr. qu'ils avaient déposée dans ce meuble était intacte; quelques pièces d'argenterie étaient également au complet, rien n'avait été soustrait. Comme ces faits se passaient tout près de la cantine, le bruit se répandit immédiatement que les époux Joulia venaient d'échapper à un vol considérable, que le caporal Delpuy venait de tenter à leur préjudice. Il y eut alors un cri d'indignation contre le caporal; d'une commune voix on s'écria qu'il fallait le corriger en lui infligeant la savaie.

Plusieurs caporaux, et notamment Grincourt et Lauthier, se mirent à la recherche de Delpuy, qu'ils rencontrèrent dans sa chambre, et l'emmenèrent dans une pièce de rez-de-chaussée; et là, après de courtes explications, on le fit placer à plat-ventre sur un banc. Les caporaux Grincourt et Lauthier, armés d'un sonner ferré, frappèrent les premiers coups, et la savaie passant de main en main, tous les hommes présents frappèrent à leur tour le patient qui était tenu par plusieurs hommes. Malgré ses cris de douleur, une seconde et une troisième tournée eurent lieu, mais pour la dernière on jugea plus convenable ou plus commode de le poser sur une table. Le dernier coup ayant été porté (c'était le 36^e au moins), chacun se retira laissant le malheureux caporal si cruellement fustigé se relever seul.

Cette justice, aussi expéditive que barbare, fut-elle connue immédiatement de l'autorité supérieure militaire? L'information ne l'a pas constaté. Cependant les débats ont appris que lorsque ces violences ont été exercées, il y avait non-seulement des caporaux, mais aussi des sous-officiers et des soldats.

La tentative de vol avec effraction commise au préjudice des époux Joulia était parvenue à la connaissance du capitaine de la compagnie dont le caporal accusé faisait partie, plainte fut portée contre Delpuy. Par suite de l'information faite par M. le capitaine Boutet, rapporteur, qui, dans son rapport à M. le maréchal commandant la division, a exposé les circonstances qui ont caractérisé la tentative de vol, ainsi que la répression anticipée de cette tentative, le caporal Delpuy a été renvoyé devant le 1^{er} Conseil de guerre pour y être jugé conformément au Code de justice militaire.

M. le président: Vous voyez combien est grave l'accusation portée contre vous; vous avez été pris, par ainsi dire, en flagrant délit de vol. Avez-vous vu être introduit dans la pièce où vous avez été trouvé, dans l'intention d'y commettre un vol?

L'accusé: Non, colonel; on m'accuse d'avoir fracturé la malle pour voler de l'argent, c'est faux. Je suis entré dans cette chambre pour y prendre des pommes, parce que, ayant dit au fils de la cantinière, un petit bonhomme de quatre ou cinq ans, d'aller nous en chercher pour les manger, il n'a pas voulu y aller. Alors j'y suis allé moi-même. Je venais d'entrer, lorsque le fusilier Jaquot, qui est garçon, y est arrivé pour y puiser de l'eau-de-vie au tonneau.

M. le président: C'est précisément l'arrivée de cet homme qui a empêché la consommation du vol; il vous a entendu faire des efforts pour ouvrir la malle. Ne vous voyant pas dans l'obscurité, il a demandé: « Qui est là? » Vous n'avez pas répondu. Ce n'est qu'à une deuxième demande plus impérieuse que vous avez répondu faiblement: « C'est moi! » sans dire votre nom, et vous vous êtes esquivé.

L'accusé: Cette déclaration de Jaquot n'est pas exacte; je suis parti tout tranquillement en lui disant que j'étais venu chercher des pommes.

M. le président: Sur ce point, vous n'êtes pas d'accord avec les témoins; nous les entendons. Mais il y a un fait qui a suivi et qui prouve votre culpabilité. Vos camarades vous ont administré une correction sévère, et vous l'avez acceptée sans opposer de résistance; vous sembliez reconnaître que c'était une exécution bien méritée.

L'accusé: J'ai toujours dit que j'étais innocent; que je n'avais pas été là pour voler de l'argent.

M. le président: Soit; vous avez le droit de vous défendre; dites tout ce que s'est passé à ce sujet.

L'accusé: Quand j'entendis Jaquot crier: « Au voleur! » je fus saisi de stupéfaction, et quand le cantinier arriva, je m'en allais, mais cet homme me retint par le bras et me frappa. Sa femme s'étant placée entre lui et moi pour l'empêcher de continuer, je me suis échappé de ses mains et suis allé me réfugier dans la chambre de ma compagnie. Je n'étais pas encore revenu de mon émotion, lorsque je vis arriver, échauffés par la colère, trois caporaux, qui étaient donc Lauthier, puis Grincourt, et ensuite Grincourt. Ils se mirent à m'apostropher très vivement. Grincourt, parlant au nom des trois, me dit: « Tu nous es compromis, il faut que tu passes à la savaie. » Je le disais que je n'avais rien fait pour mériter ce traitement. Ils se jetèrent sur moi et m'entraînèrent. Quand j'eus arrivé à la malle, m'emmenant, il se mirent à me déboulonner et me firent à me coucher sur un banc.

M. le président: Et vous n'avez pas protesté contre ce traitement ignominieux! Vous ne vous êtes pas senti le courage de faire de la résistance.

L'accusé: Ils étaient tous contre moi; la résistance ne m'était pas possible. Je disais que je n'étais pas coupable, cela ne les a pas empêchés de continuer; chacun m'a frappé avec un gros soulier; ils ont frappé trois ou quatre fois chacun; ils étaient plus d'une douzaine, et beaucoup d'autres que je crois; se sont contentés de regarder.

M. le président: Il est bien extraordinaire qu'il ne se soit pas présenté quelque chef pendant cet opération; il n'y avait pas manqué de la faire cesser. Vos cris, mêlés aux voix des assistants, ont dû occasionner un assez grand tumulte; à vous avez résisté sérieusement, l'adjudant, le sergent-major, le caporal, ont dû intervenir.

L'accusé: Quand je suis entré dans le lieu de mon application, j'ai bien remarqué des sous-officiers, notamment un sergent de voltigeurs, qui s'est écrié que lui aussi il me fustigeait. Je ne pourrais dire s'il l'a fait.

M. le président: N'y avait-il pas aussi des soldats?

L'accusé: Oui, colonel. Je ne les connais pas, et je ne pourrais dire s'ils m'ont donné des coups de savaie. Quand on a fini, ils se sont tous enfuis; personne n'est resté pour me secourir... Je suis allé me coucher; j'étais tout en sang.

M. le président: Est-ce que vous avez eu des blessures graves, considérables, importantes?

L'accusé: Les coups, quoique durs et piquants, n'ont atteint que les parties charnues.

M. le président: Je le répète encore, si vous n'avez pas senti coupable de la tentative de vol, pourquoi vous êtes-vous précipité, vous ne vous seriez pas laissé faire avec si peu de résistance. Il est présumable que vous préféreriez cette correction sommaire à celle du Conseil de guerre.

La femme Joulia, cantinière: Aux cris de Jaquot, qui criait au voleur! je suis allée voir ce dont il s'agissait. J'avais plus de 2,000 fr. dans ma malle, et je m'empressai d'aller surer que le voleur n'y avait pas touché. Je crois qu'il n'avait pas eu le temps. La charnière de derrière était brisée, et le couvercle avait été endommagé.

M. le président: Est-ce que vous avez des pommes dans cette pièce? Étaient-elles du côté de la malle?

Le témoin: La malle était du côté opposé; mais, à côté de la malle, il y avait un panier dans lequel je mettais celles qui commençaient à se gâter. Sur la déposition de mon garçon Jaquot, j'ai cru que le caporal avait plus envie de me prendre mon argent que de manger des pommes gâtées. Moi, c'est mon avis, dit la cantinière au souriant.

M. le président: Madame, on ne rit pas devant la justice. La cantinière prend un air modeste, et répond: « C'est vrai, mon colonel; excusez-moi de m'être oubliée. (On rit.)

Le sieur Jaquot dépose sur les faits déjà connus, et déclare qu'il a si bien entendu qu'on tourmentait la malle, qu'il a cru que c'était un chat qui jouait des griffes sur la peau; puis il a compris que ce devait être un voleur qui en voulait aux 2,000 francs des époux Joulia.

L'accusé ne avait touché à cette malle; selon lui, Jaquot fait un mensonge.

Grincourt, caporal: Mes camarades Lauthier et Arménil étaient persuadés que l'accusation de vol portée contre Delpuy était fondée, nous allâmes le trouver pour lui demander raison de cette faiblesse et tâche qui allait retomber sur les caporaux, et nous décidâmes avec plusieurs autres que nous passerions Delpuy à la savaie; que s'il s'y opposait, nous porterions plainte à nos chefs.

M. le président, avec sévérité: C'est ce que vous auriez dû faire tout d'abord; il n'est jamais permis de se faire justice soi-même.

Le caporal Grincourt: C'était précisément dans l'intérêt de Delpuy qu'on agissait ainsi. En lui infligeant la savaie, c'était moins déshonorant pour lui que de subir un jugement du Conseil de guerre.

M. le président: Mais, avant de le frapper, pouviez-vous assurer qu'il était coupable et qu'il méritait un châtiement? Nous avons, nous-mêmes jugés, beaucoup de difficultés à surmonter pour arriver à la découverte de la vérité, et c'est avec une prudente réserve que nous prononçons des condamnations.

Grincourt: Puisqu'il acceptait la savaie, c'est tout ce qu'il avait voulu se culpabiliser; il avait été surpris dans la chambre où était la malle fracturée.

L'accusé, vivement: Mais je n'ai pas accepté du tout; c'est bien malgré moi que l'on m'a couché sur le banc et puis sur la table, j'étais tout abasourdi des premiers coups.

M. le président, au témoin: Quels sont les individus qui ont frappé ce caporal?

Grincourt: C'est moi d'abord, je l'avoue, qui ai porté le premier coup de savaie. Nous étions tous des caporaux; j'ai frappé à tour de rôle deux à trois coups chacun.

L'accusé: Il y avait des inférieurs, des soldats présents; ils ne m'ont pas épargné en voyant les caporaux leur donner l'exemple.

M. Pittié, capitaine au 21^e de ligne, soutient avec force l'accusation de tentative de vol avec la circonstance aggravante d'effraction.

JUSTICE ADMINISTRATIVE

CONSEIL D'ÉTAT (au contentieux)

Présidence de M. Boulaignier, conseiller d'Etat. Audiences des 29 octobre et 3 décembre; — approbation impériale du 1^{er} décembre.

VOIRIE. — CHEMINS VICINAUX. — VOITURES PUBLIQUES. — SUBVENTIONS SPÉCIALES.

Les entreprises de voitures publiques pour le transport des voyageurs et des articles de messageries ne donnent pas lieu aux subventions spéciales, pour dégradations extraordinaires aux chemins vicinaux, imposées par la loi du 21 mai 1836, art. 14.

L'entretien des chemins vicinaux constitue une lourde charge pour les communes, et celles-ci sont tentées d'alléger leur fardeau en imposant des subventions obligatoires à tous ceux qui fréquentent leurs chemins vicinaux; mais les termes de l'art. 14 de la loi du 21 mai 1836 sont limitatifs, et les communes ne peuvent les étendre arbitrairement; c'est ce que démontre le décret suivant :

NAPOLÉON, etc. Vu l'article 14 de la loi du 21 mai 1836; Ouï M. Bordet, auditeur, en son rapport; Ouï M. de Lavenay, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

AVIS.

MM. les abonnés sont prévenus que la suppression du journal est toujours faite dans les deux jours qui suivent l'expiration des abonnements.

CHRONIQUE

PARIS, 16 MARS.

Les industries similaires exercées par des locataires, les engagements de ceux-ci obtenus des propriétaires pour se garantir de la concurrence, et l'interprétation de ces engagements donnent lieu à des difficultés fréquentes, à des appréciations souvent délicates, que l'étude des faits judiciaires peut contribuer à diriger.

Un sieur Dieu, propriétaire à Montrouge, y exploitait lui-même, dans deux boutiques distinctes, une industrie de limonadier et un débit de tabac et de liqueurs.

Plainte du sieur Décarne, qui vit dans ce fait une violation de la clause de son contrat, relative à la concurrence; action en dommages-intérêts du sieur Décarne contre le sieur Dieu.

Le Tribunal ne l'a pas pensé, et sur les plaidoiries de M^e Fauvel, pour le sieur Décarne, et de M^e Sorel, pour le sieur Dieu, il a décidé en ces termes :

« Attendu que Dieu, soit en vendant son fonds de limonadier à Décarne, soit en lui louant les lieux dans lesquels s'exerce la vente de tabac, s'est engagé à ne pas louer d'autre partie de sa maison à un limonadier; « Attendu que la vente de liqueurs qui se fait dans le débit de tabac, comme cela a fréquemment lieu dans les établissements de cette nature, ne peut être considérée comme un commerce de limonadier, et n'est pas de nature à faire concurrence à celui-ci;

JUGEMENT.

Extrait des registres du greffe du Tribunal de première instance, séant à Marseille.

Napoléon. Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut. Le Tribunal de première instance séant à Marseille, a rendu le jugement dont le teneur suit :

En la cause du sieur Alexandre FICHET, serrurier mécanicien, domicilié à Paris, rue Richelieu, et à Marseille, allée de Meilhan, numéro dix-neuf, demandeur aux fins d'une citation, signifiée par Car, huissier, le sept juillet mil huit cent cinquante-huit,

que c'était par suite de convenances toutes personnelles et nullement pour satisfaire à la demande de Décarne; « Attendu que, en dernier, s'il eût voulu réellement éviter cette prétendue concurrence, aurait fait insérer une clause, soit dans la vente d'abord, soit plus tard dans son bail; « Par ces motifs, « Déclare Décarne mal fondé dans sa demande. »

(Tribunal civil, 3^e chambre; présidence de M. Puissan.)

M. Ballay, capitaine au 68^e de ligne, en garnison à Mostaganem, possédait un sabre d'honneur décerné le 10 fructidor an X, par arrêté des consuls à M. Antoine Bellay, son père, qui combattait dans les rangs de la 26^e demi-brigade.

M. Ballay prétend que depuis cette époque, et malgré de nombreuses réclamations, il n'a jamais pu obtenir de M. Devismes la restitution de ce sabre, et il a formé contre lui une demande en 3,000 fr. de dommages-intérêts.

Mais le Tribunal, considérant que par une lettre du 5 juin 1852 Devismes a donné un devis des réparations à faire au sabre de Ballay; que, pour faire ce devis, il lui a été nécessaire d'examiner le sabre; que cette lettre rend donc vraisemblable le dépôt dont la preuve incombe à Ballay, et forme un commencement de preuve par écrit qui permet d'admettre tout autre genre de preuve; qu'il résulte de la déclaration formelle de Tassard, dans deux lettres des 7 juin 1852 et 26 août 1858, que le sabre de Ballay a été remis par lui à Devismes; que, ce fait établi, Devismes est tenu de restituer le sabre ou de prouver la restitution qu'il en aurait faite; qu'il ne fait aucune justification sur ce point; considérant que le dépositaire, à défaut par lui de satisfaire à ses obligations, est tenu de la valeur de la chose déposée et des dommages-intérêts pouvant résulter de cette inexécution; que le sabre dont il s'agit est précieux pour Ballay, non-seulement à cause de sa valeur matérielle, mais surtout à cause de son origine et des souvenirs qui s'y rattachent, a condamné M. Devismes à restituer dans la huitaine le sabre, sinon à payer à M. Ballay la somme de 500 fr. (Tribunal civil de la Seine, 5^e chambre. Présidence de M. Labour; plaidants, M^e de Villepin, pour M. Ballay; M^e Rivolet, pour M. Devismes.)

La Cour d'assises, sous la présidence de M. le conseiller Martel, a ouvert ce matin la session de la seconde quinzaine de mars. MM. Roland, Andrey et Fayau de Vilgray ont été dispensés du service du jury à raison de leur état de maladie.

MM. Cosson et Magne ont aussi allégué le mauvais état de leur santé; mais en l'absence de justifications suffisantes, la Cour a ordonné que ces deux jurés seront visités par M. le docteur Tardieu.

Le nom de M. Bonnevalle sera rayé de la liste; ce juré est inconnu au domicile indiqué. M. Sourzat étant décédé, son nom sera également rayé de la liste générale du jury. M. Genest de Servières habite Montauban, et ne fait plus partie du jury de la Seine.

Une tentative de meurtre a été commise hier à Passy dans des circonstances exceptionnelles. Le sieur G..., rentier, qui demeurait avec sa famille, rue Blanche, dans cette commune, donnait depuis quelque temps des marques d'aliénation mentale, mais jusque là sa folie n'avait pas paru devoir inspirer de craintes pour la sécurité des personnes qui l'entouraient.

Le bruit de ce triste événement se propagea promptement dans le voisinage et ne tarda pas à arriver jusqu'à la barrière; des sergents de ville se rendirent en toute hâte sur les lieux et arrêtèrent le sieur G... qu'ils conduisirent devant le commissaire de police de la commune. Ce magistrat ne put que constater que cet homme ne jouissait pas de sa raison; mais comme il pouvait se porter à d'autres excès, il dut l'envoyer au dépôt de la préfecture de police pour être placé ensuite dans une maison de santé.

Un marinier, le sieur Manin, a retiré hier de la Seine, à la hauteur de la patache du quai de la Rapée, le cadavre d'un homme de trente-cinq ans qui avait fait un séjour assez prolongé dans l'eau et ne portait aucune trace de violence. L'enquête qui a été ouverte immédiatement n'a pas tardé à apprendre que cet homme était un sieur Hippolyte D..., employé, qui avait disparu depuis un mois de son domicile près du Jardin-des-Plantes.

ans, fabricant de coffres-forts, né à Melun (Seine-et-Marne), demeurant à Marseille, rue Lulli, numéro trois; 2^o FOURNIER (Michel), âgé de vingt-quatre ans, fabricant de coffres-forts, né à Marseille, y demeurant, rue d'Aubagne, numéro cent vingt et un, inculpés de contrefaçon. Présents, etc., etc. Par ces motifs, Le Tribunal, Dit n'y avoir lieu d'ordonner un nouveau rapport d'expert, Et de même suite déclare que les deux serrures fabriquées par Kalif et Fournier et par eux vendues au sieur Priemps, horloger à Marseille, constituent une contrefaçon du système dit à Combinaison invisible, dont Fichet est l'inventeur et pour lequel il a obtenu un brevet de quinze ans,

avait plus conscience de ses actions qu'il se sera jeté dans la Seine.

DÉPARTEMENTS.

EURE. — Le Courrier de l'Eure, du 12, rapporte que, la veille, dans la journée, le facteur chef de la gare avait reçu, venant de Bernay, un group de 22,000 fr. en or, expédié à la recette générale. Au moment du passage du train de dix heures cinquante minutes, le facteur chef, obligé de quitter son service pour surveiller le bureau de la messagerie, s'aperçut en revenant que les 22,000 fr. avaient disparu.

Une enquête fut aussitôt ouverte. Plusieurs personnes avaient pu entrer dans le bureau, et devinrent l'objet des investigations de la justice. La gendarmerie s'était mise à la recherche du nommé Jean Langueur, commissionnaire à la station. On ne le trouva pas à son domicile, et les gendarmes songèrent à aller s'adresser au sieur Lecomte, cocher d'un des omnibus du chemin de fer, pour savoir de lui où l'on pourrait trouver Langueur.

A trois heures du matin, Lecomte rentra. A l'aspect des gendarmes, il pâlit, se troubla, et ne put que balbutier des explications inadmissibles aux questions qui lui furent adressées sur le motif de son absence. Comprimant bientôt que son trouble l'avait trahi, cet homme finit par avouer qu'il était l'auteur du vol, et qu'il était allé à Caugé enfoncer le sac dans le jardin de son père. M. le procureur impérial et le brigadier de gendarmerie se rendirent aussitôt à Caugé avec Lecomte, et l'on retrouva à l'endroit qu'il avait indiqué le sac et les 22,000 fr. in-tacts.

Le sieur Lecomte, dont la conduite avait été jusqu'alors irréprochable, avait su, par ses habitudes d'ordre et d'honnêteté, inspirer une confiance telle, que les soupçons ne s'étaient pas un instant portés sur lui. Après un premier interrogatoire, il a été incarcéré à la prison d'Evreux. Langueur, qui avait été arrêté, a été relâché aussitôt que son innocence a été reconnue.

AU RÉDACTEUR.

Paris, le 16 mars 1859.

Monsieur le rédacteur de la Gazette des Tribunaux, Le compte rendu, que vous publiez aujourd'hui, du réferé que nous avons introduit, en notre qualité d'administrateurs-liquidateurs de la société des Docks-Napoléon, contre MM. Riant et Mignon, peut faire croire au public que la société des Docks-Napoléon est en liquidation judiciaire et qu'elle a de nombreux créanciers.

Permettez nous de vous faire remarquer que la société des Docks-Napoléon a prononcé elle-même sa dissolution et réglementé sa liquidation. La délibération de l'assemblée générale à cet égard a été, le 9 mars courant, sanctionnée par un jugement du Tribunal de commerce de la Seine. MM. Picard et Labot ne sont donc point liquidateurs judiciaires, comme le dit votre compte rendu.

La société des Docks-Napoléon n'a point un seul créancier. Le débat entre elle et la famille Riant pour une étendue considérable de terrains à raison desquels le Tribunal aura à décider si la société est créancière ou débitrice.

Nous vous prions, monsieur le rédacteur, de vouloir bien insérer cette lettre dans votre plus prochain numéro. Agréés, etc.

Les administrateurs-liquidateurs de la société des Docks-Napoléon, PICARD. A. LABOT.

Les QUARANTE MILLE ROBES à volants que les MAGASINS de NOUVEAUTÉS du LOUVRE mettent en vente à 9 fr. 50 c. la Robe, sont toutes de première qualité, c'est-à-dire qu'il n'existe pas de qualité supérieure.

Bourse de Paris du 16 Mars 1859.

Table with 2 columns: Instrument (e.g., Au comptant, Fin courant) and Price/Change (e.g., 67 45, Baisse 25 c).

AU COMPTANT.

Table with 2 columns: Instrument (e.g., 3 0/0, 4 1/2 0/0) and Price/Change (e.g., 67 45, 83 80).

A TERME.

Table with 4 columns: Instrument, Cours, Plus haut, Plus bas, D^r Cours (e.g., 3 0/0, 67 50, 67 70, 67 35, 67 45).

CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET.

Table with 2 columns: Station (e.g., Orléans, Nord) and Price (e.g., 432 50, 430).

La supériorité du vinaigre de COSMACET sur tous les vinaigres de toilette connus, s'explique non-seulement par son parfum spécial, mais encore par ses propriétés lénitives et rafraichissantes. Dépôt, 55, rue Vivienne.

De l'état de l'estomac dépend la bonne santé; pour en régulariser les fonctions et abrégier les convalescences, les médecins ordonnent comme le tonique le plus efficace le Sirop d'écorces d'oranges amères de J.-P. Laroze, pharmacien, rue N^e-des-Petits-Champs, 26, à Paris.

Le grand bal annuel au profit de la caisse de secours et pensions de l'Association des artistes dramatiques aura lieu sous le patronage de LL. MM. l'Empereur et l'Impératrice, le samedi 26 mars prochain, toujours dans la salle du théâtre de l'Opéra-Comique; de nombreuses demandes de billets sont faites aux dames patronesses. Cette fête est la plus belle de toutes celles qui sont données pendant la saison d'hiver.

Le Théâtre impérial Italien donnera aujourd'hui jeudi Don Giovanni, opéra en trois actes de Mozart, chanté par M^{mes} Fazzolini, Persiani, Guerrabella, M. Mario, Galvani, Corsi, Angelini et Zucchini.

Aujourd'hui, à l'Opéra-Comique, pour les débuts de M. Montaubry, la 37^e représentation des Trois Nicolas, opéra-comique en trois actes, paroles de MM. Scribe et Bernard Lopez, musique de M. Clapisson. M. Montaubry continuera ses débuts par le rôle de Dalayrac; les autres rôles seront remplis par Condere, Prilleux, Beckers, Brithelher, Davoust, Duvernoy, M^{les} Lefebvre et Lemercier. On commencera par le mariage extravagan.

Aujourd'hui, au Théâtre Lyrique, huitième représentation de la Fée Carabosse, opéra comique en trois actes avec prologue. M^{me} Ugalde remplira le rôle de la fée Carabosse, M. Michot celui d'Albert.

Au théâtre du Vaudeville, le Roman d'un jeune homme pauvre ne sera plus joué que jeudi et vendredi. Samedi une représentation vraiment extraordinaire sera donnée au bénéfice de notre excellent comédien Félix.

Le beau drame l'Outrage n'attire pas seulement la foule au théâtre de la Porte-Saint-Martin, il la passionne et devient une des questions littéraires les plus discutées dans les salons de Paris. Tout le monde voudra juger, admirer, cette œuvre hors ligne si bien jouée par Lafontaine, Lugnet, Desrieux, Taillade et M^{lle} Judith Ferreyra.

AMBIGU. — L'immense succès obtenu par le Maître d'Ecole, le beau drame de M. Paul Mercey, vient encore d'ajouter un fleuron à la couronne artistique de Frédéric Lemaître. Tout Paris voudra voir le grand comédien dans sa nouvelle création et applaudir l'artiste et l'œuvre nouvelle.

GAITÉ. — Aujourd'hui jeudi, dernière représentation de Cartouche. Demain vendredi, au bénéfice de la Caisse de secours des auteurs dramatiques, représentation extraordinaire: la veuve au Camélia, par M. Ravel et M^{lle} Aline Duval; un punch Grassot offert par M. Grassot et M^{lle} Schneider, à tous les comiques des théâtres du boulevard. Reprise du Courrier de Lyon par MM. Paulin-Ménier et Lacrossonnière. On commencera par Pomme d'Api, opérette en un acte.

Aux Bouffes-Parisiens, Orphée aux enfers, dont le succès plus que centenaire est loin de s'épuiser, est encore représenté avec autant de verve, d'entrain et de fraîcheur qu'aux premières représentations. Ce soir, la 148^e. On commencera par Frasquita.

CIRQUE NAPOLÉON. — Tous les soirs les Cipayes et leur émouvant duel aux poignards. CONCERTS DE PARIS. — Aujourd'hui jeudi, 4^e exécution de l'Océan, symphonie maritime en trois parties d'Elbel; chœurs et orchestre, cent exécutants.

SPECTACLES DU 17 MARS.

- OPÉRA. — Le Philosophe marié, Britannicus. OPÉRA-COMIQUE. — Les Trois Nicolas, le Valet de chambre. ODEON. — La Jeunesse. ITALIENS. — Don Giovanni. THÉÂTRE-LYRIQUE. — La Fée Carabosse. VAUDEVILLE. — Le Roman d'un jeune homme pauvre. VARIÉTÉS. — La Douairière de Brionne, les Saltimbanques. GYMNASE. — Un Beau Mariage. PALAIS-ROYAL. — Ma Nicée et mon Ours, l'Amour. PORTE-SAINT-MARTIN. — L'Outrage. AMBIGU. — Le Maître d'Ecole. GAITÉ. — Cartouche. CIRQUE IMPÉRIAL. — Les Ducs de Normandie. FOLIES. — Le Carnaval des blanchissouses. FOLIES-NOUVELLES. — Le Jugement de Paris. BOUFFES-PARISIENS. — Orphée aux enfers. DÉLASSEMENTS. — Allez vous assoier, la Lorgnette. LUXEMBOURG. — Zilda la Silphide. BRAU-MARCAIS. — La Yoisins. CIRQUE NAPOLÉON. — Exercices équestres à 8 h. du soir. PASSE-TEMPS (boulevard Montmartre, 12). — Tous les jours, de huit à dix heures, soirée magique. ROBERT HOUDIN. — A 7 heures 1/2, Soirées fantastiques. Expériences nouvelles de M. Hamilton. CONCERTS DE PARIS (rue du Helder, 19). — Tous les soirs, de huit à onze heures du soir. CASINO, rue Cadet. — Tous les soirs de 8 à 11 1/2, Concert ou Bal. Chef d'orchestre, M. Arban.

TABLE DES MATIÈRES

DE LA GAZETTE DES TRIBUNAUX Année 1858.

Prix : Paris, 6 fr.; départements, 6 fr. 50 c. Au bureau de la Gazette des Tribunaux, rue du Harlay du-Palais, 2.

Imprimerie A. Guyot, rue N^e-des-Mathurins 18.

es, un franc vingt-quatre centimes. Signé: BARRET. Mandons et ordonnons à tous huissiers sur ce requis, de mettre ledit jugement à exécution; à nos procureurs-généraux et à nos procureurs près les Tribunaux de première instance d'y tenir la main; à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi, le présent jugement a été signé par les président, juges et greffier du Tribunal. Expédition conforme délivrée par nous, greffier. Signé: GILLY, greffier. Pour extrait conforme: Signé: ESTRANGIN, avoué du sieur Fichet. (9163)